



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	DEFIS.A.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	368966
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q3 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27/04/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Defence Industry and Space (DG-DEFIS) is the European Commission's department tasked with strengthening the competitiveness and innovation of the European Defence industry by ensuring the evolution of an able European defence technological and industrial base.

The mission of Directorate A “Defence Policy” (composed of 3 Units) is:

- Impulse and coordinate development and delivery of comprehensive EU defence policy agenda across innovation, Ukraine support, military mobility, hybrid threats and single market integration.
- Drive forward the defence policy agenda through the promotion of the sustainable competitiveness of the EU Defence industrial and technological base, including through achieving better coordination of capability development, strengthening crisis response, and supporting cross-border defence cooperation overall.
- Create enabling conditions for market integration and innovation while ensuring coherence in the policy agenda regarding defence industrial programmes.

The mission of DEFIS A1 is to

- Develop and coordinate EU defence policy, regulatory and innovation initiatives (White Paper on European Defence Readiness 2030, EDIP, SAFE, defence aspect of the MFF), while ensuring strategic coordination with European Defence Agency
- Shape industrial policy and drive defence innovation (EU Defence Innovation Scheme) to accelerate the emergence of an innovative defence ecosystem. A1 is in charge of mobilising the financial ecosystem in support of defence, including EIB, EIF and private investment. A1 is in charge of implementing the Defence Industry Transformation Roadmap.
- A1 closely coordinates its work with the EEAS, EDA and other relevant DGs, including GROW, ECFIN, FISMA, CNECT, RTD

Job presentation:

A post of Policy Officer whose task will be to contribute to the design, negotiation and implementation of the EU policies that supports the competitiveness, innovative capacity and resilience of the European defence industry. He/she will be working on major EU policy initiatives impacting the defence sector. He/she will be responsible for following the main trends affecting the defence sector both within the EU and internationally. He/she will be involved in the mapping of the EU defence value chains and larger ecosystem including its criticalities (at level of technologies, dependencies and actors). He/she will be part of a team composed of economists, political scientists and lawyers and will have to coordinate important aspects of the work in this area.

Jobholder profile:

A dynamic, motivated and enthusiastic colleague with experience in Defence industry.



The successful candidate should have strong analytical and legal skills, as well as policy making experience. He/she should have the ability to work in a proactive way, possess very good communication skills and be able to establish and maintain constructive working relationships with other Commission services, Council, European Parliament, EEAS, EDA and with external stakeholders (Member States, industry, NATO).

The candidate should in particular have one or more of the below qualities:

- Professional experience in the defence policy area, including in the design/negotiation of defence policy initiatives at EU or national level and/or in the implementation of rules applicable to the defence sector;
- Good knowledge of the EU defence sector and defence market, as well as defence industrial policy at EU and/or Member State level is an asset;
- Experience in policy design/negotiation/implementation, or related roles and experience in stakeholders' engagement in the defence industry, as well as with Member States and NATO)
- Strong (written and verbal) communication skills for policy drafting and stakeholder engagement;
- Ability to work effectively and in teamwork with diverse groups and build strong networks;
- Capability to anticipate future challenges and managing emergencies, including mitigating damages.

Language(s) necessary for the performance of duties

A good command of English is essential for the performance of the duties and the efficient communication with internal and external stakeholders.

The post requires candidates to be in possession of a valid security clearance (PSC) at SECRET UE/EU SECRET level.



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG-DEFIS) est le service de la Commission européenne chargé de renforcer la compétitivité et l'innovation de l'industrie européenne de la défense en assurant l'évolution d'une base industrielle et technologique de défense européenne capable de répondre aux exigences stratégiques.

La mission de la direction A «Politique de défense» (composée de 3 unités) est la suivante :

- Impulser et coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme complet de politique de défense de l'UE, dans les domaines de l'innovation, du soutien à l'Ukraine, de la mobilité militaire, de la lutte contre les menaces hybrides et de l'intégration du marché unique.
- Faire avancer l'agenda politique de défense en promouvant la compétitivité durable de la base industrielle et technologique de défense européenne, notamment par une meilleure coordination du développement des capacités, le renforcement de la réaction aux crises et le soutien de la coopération transfrontalière en matière de défense;
- Créer des conditions propices à l'intégration du marché et à l'innovation tout en assurant la cohérence de l'agenda politique, en ce qui concerne les programmes industriels de défense.

La mission de DEFIS A1 est de :

- Élaborer et coordonner les initiatives de l'UE en matière de politique de défense, de réglementation et d'innovation (White Paper on European Defence Readiness 2030, EDIP, SAFE, volet «défense» du CFP), tout en assurant la coordination stratégique avec l'Agence européenne de défense
- Façonner la politique industrielle et stimuler l'innovation dans le domaine de la défense (EU Defence Innovation Scheme) afin d'accélérer l'émergence d'un écosystème de défense innovant. A1 est chargé de mobiliser l'écosystème financier à l'appui de la défense, y compris la BEI, le FEI et les investisseurs privés. A1 est également responsable de la mise en œuvre de la Defence Industry Transformation Roadmap.
- A1 coordonne étroitement son travail avec le SEAE, l'AED et d'autres DG concernées, notamment GROW, ECFIN, FISMA, CNECT et RTD.

Présentation du poste:

Un poste de chargé(e) de mission dont la mission sera de contribuer à la conception, à la négociation et à la mise en œuvre des politiques de l'UE qui soutiennent la compétitivité, la capacité d'innovation et la résilience de l'industrie européenne de la défense. Il/elle travaillera sur des initiatives politiques de l'UE importantes, ayant un impact sur le secteur de la défense. Il/elle sera chargé(e) de suivre les principales tendances affectant le secteur de la défense tant au sein de l'UE qu'au niveau international. Il/elle participera à la cartographie des chaînes de valeur de la défense de l'UE et de l'écosystème plus large,



y compris de ses criticités (au niveau des technologies, des dépendances et des acteurs). Il fera partie d'une équipe composée d'économistes, de politologues et d'avocats et devra coordonner des aspects importants des travaux dans ce domaine.

Profil du titulaire du poste:

Un collègue dynamique, motivé et enthousiaste ayant de l'expérience dans l'industrie de la défense.

Le candidat retenu doit posséder de solides compétences analytiques et juridiques, ainsi qu'une expérience en matière d'élaboration de politiques. Il/elle devrait avoir la capacité de travailler de manière proactive, posséder de très bonnes compétences en communication et être en mesure d'établir et de maintenir des relations de travail constructives avec d'autres services de la Commission, le Conseil, le Parlement européen, le SEAE, l'AED et avec des parties prenantes externes (États membres, industrie, OTAN).

Le candidat doit notamment posséder une ou plusieurs des qualités suivantes :

- Expérience professionnelle dans le domaine de la politique de défense, y compris dans la conception/négociation d'initiatives en matière de politique de défense au niveau de l'UE ou au niveau national et/ou dans la mise en œuvre de règles applicables au secteur de la défense;
- Une bonne connaissance du secteur de la défense et du marché de la défense de l'UE, ainsi que de la politique industrielle de défense au niveau de l'UE et/ou des États membres, est un atout;
- Expérience en matière de conception/négociation/mise en œuvre de politiques, ou de rôles connexes et expérience en terme d'engagement des parties prenantes dans l'industrie de la défense, ainsi qu'avec les États membres et l'OTAN ;
- Solides compétences de communication (écrite et verbale) pour la rédaction de politiques et l'engagement des parties prenantes;
- Capacité à travailler efficacement et en équipe avec divers groupes et à établir des réseaux solides;
- Capacité à anticiper les défis futurs et à gérer les urgences, y compris la réduction des dommages.

Langue(s) nécessaire(s) à l'exercice des fonctions

Une bonne maîtrise de l'anglais est essentielle à l'exercice des fonctions et à une communication efficace avec les parties prenantes internes et externes.

Le poste exige que les candidats soient en possession d'une habilitation de sécurité (CSP) en cours de validité au niveau SECRET UE/EU SECRET.



Brussels
11/03/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Generaldirektion Verteidigungsindustrie und Weltraum (DG-DEFIS) ist die Dienststelle der Europäischen Kommission, die mit der Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und Innovation der europäischen Verteidigungsindustrie beauftragt ist, indem sie die Entwicklung einer fähigen technologischen und industriellen Basis der europäischen Verteidigung sicherstellt.

Die Direktion A „Verteidigungspolitik“ (bestehend aus drei Referaten) hat folgende Aufgaben:

- Impulse und Koordinierung der Entwicklung und Umsetzung einer umfassenden verteidigungspolitischen Agenda der EU in den Bereichen Innovation, Unterstützung der Ukraine, militärische Mobilität, hybride Bedrohungen und Binnenmarktintegration.
- Die verteidigungspolitische Agenda vorantreiben, indem die nachhaltige Wettbewerbsfähigkeit der technologischen und industriellen Basis der europäischen Verteidigung gefördert wird, unter anderem durch eine bessere Koordinierung der Entwicklung von Verteidigungsfähigkeiten, die Stärkung der Krisenreaktion sowie die Unterstützung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Verteidigungsbereich;
- Schaffung günstiger Bedingungen für Marktintegration und Innovation bei gleichzeitiger Gewährleistung der Kohärenz der politischen Agenda für Industrieprogramme im Verteidigungsbereich.

Die Aufgabe von DEFIS A1 ist es,

- Entwicklung und Koordinierung von Initiativen der EU in den Bereichen Verteidigungspolitik, Regulierung und Innovation (White Paper on European Defence Readiness 2030, EDIP, SAFE, Verteidigungsaspekt des mehrjährigen Finanzrahmens) bei gleichzeitiger Gewährleistung der strategischen Koordinierung mit der Europäischen Verteidigungsagentur
- Gestaltung der Industriepolitik und Förderung der Innovation im Verteidigungsbereich (EU Defence Innovation Scheme), um die Entstehung eines innovativen Verteidigungsökosystems zu beschleunigen. A1 ist für die Mobilisierung des Finanzökosystems zur Unterstützung der Verteidigung zuständig, einschließlich EIB, EIF und privater Investitionen. A1 ist auch für die Umsetzung der Defence Industry Transformation Roadmap zuständig.
- A1 koordiniert seine Arbeit eng mit dem EAD, der EVA und anderen einschlägigen Generaldirektionen, darunter GROW, ECFIN, FISMA, CNECT und RTD.

Stellenbeschreibung:

Eine Stelle als Referent, deren Aufgabe es sein wird, zur Konzipierung, Aushandlung und Umsetzung der EU-Politik beizutragen, die die Wettbewerbsfähigkeit, Innovationskapazität und Resilienz der europäischen Verteidigungsindustrie unterstützt. Er wird an wichtigen politischen Initiativen der EU mit Auswirkungen auf den



Verteidigungssektor arbeiten. Er wird dafür verantwortlich sein, die wichtigsten Entwicklungen im Verteidigungssektor sowohl innerhalb der EU als auch international zu verfolgen. Er wird an der Kartierung der Wertschöpfungsketten der EU im Verteidigungsbereich und eines größeren Ökosystems einschließlich seiner Kritikalitäten (auf der Ebene der Technologien, Abhängigkeiten und Akteure) beteiligt sein. Er wird Teil eines Teams aus Ökonomen, Politikwissenschaftlern und Juristen sein und wichtige Aspekte der Arbeit in diesem Bereich koordinieren müssen.

Anforderungsprofil:

Ein dynamischer, motivierter und enthusiastischer Kollege mit Erfahrung in der Verteidigungsindustrie.

Der erfolgreiche Kandidat sollte über ausgeprägte analytische und rechtliche Fähigkeiten sowie Erfahrung in der Politikgestaltung verfügen. Er sollte in der Lage sein, proaktiv zu arbeiten, über sehr gute Kommunikationsfähigkeiten zu verfügen und konstruktive Arbeitsbeziehungen zu anderen Kommissionsdienststellen, dem Rat, dem Europäischen Parlament, dem EAD, der EVA und externen Interessenträgern (Mitgliedstaaten, Industrie, NATO) aufzubauen und aufrechtzuerhalten.

Der Bewerber sollte insbesondere über eine oder mehrere der folgenden Eigenschaften verfügen:

- Berufserfahrung im Bereich der Verteidigungspolitik, einschließlich bei der Gestaltung/Verhandlung verteidigungspolitischer Initiativen auf EU- oder nationaler Ebene und/oder bei der Umsetzung der für den Verteidigungssektor geltenden Vorschriften;
- Gute Kenntnisse des Verteidigungssektors und des Verteidigungsmarkts der EU sowie der Verteidigungsindustriepolitik auf Ebene der EU und/oder der Mitgliedstaaten sind von Vorteil;
- Erfahrung in der Politikgestaltung/-verhandlung/-umsetzung oder damit zusammenhängenden Rollen und Erfahrungen im Engagement der Interessenträger in der Verteidigungsindustrie sowie bei den Mitgliedstaaten und der NATO;
- Ausgeprägte (schriftliche und mündliche) Kommunikationsfähigkeiten für die Ausarbeitung von Strategien und die Einbeziehung der Interessenträger;
- Fähigkeit, effektiv und in Teamarbeit mit verschiedenen Gruppen zu arbeiten und starke Netzwerke aufzubauen;
- Fähigkeit, zukünftige Herausforderungen zu antizipieren und Notfälle zu bewältigen, einschließlich der Minderung von Schäden.

Für die Wahrnehmung der Aufgaben erforderliche Sprache(n)

Gute Englischkenntnisse sind für die Erfüllung der Aufgaben und die effiziente Kommunikation mit internen und externen Stakeholdern unerlässlich.

Die Stelle erfordert, dass die Bewerber im Besitz einer gültigen Sicherheitsermächtigung (PSC) auf SECRET UE / EU SECRET-Ebene sind.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“